



Montreuil, le 1er juin 2017

D. TRUMP ANNONCE LE RETRAIT DES ÉTATS-UNIS DE L'ACCORD DE PARIS

RÉACTION DES ORGANISATIONS FRANÇAISES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Donald Trump vient d'annoncer qu'il tournait le dos à la lutte contre les changements climatiques en sortant de l'accord de Paris sur le climat. Il cède ainsi aux lobbies des énergies fossiles, au détriment des intérêts d'une large majorité des citoyens, des villes, des états et de l'économie des États-Unis mais aussi des populations les plus vulnérables aux impacts du changement climatique. Cette décision, annoncée à demi-mot à l'issue du G7, ne remet pas en question l'urgence climatique : plus que jamais, c'est aux pays fortement émetteurs de gaz à effet de serre de prendre les devants pour respecter les engagements de la COP21 en accélérant la transition écologique et en faisant preuve d'une solidarité accrue envers les pays en développement.

Réaction de Célia Gautier, du Réseau Action Climat : "La décision de Donald Trump est un grave recul. Pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris et en préserver la crédibilité, les autres gouvernements, en particulier ceux des pays fortement émetteurs de l'Union européenne comme la France, doivent montrer qu'ils redoubleront d'efforts pour respecter les engagements de la COP21. Ils ont l'occasion de le faire lors du Sommet Europe-Chine qui a lieu actuellement à Bruxelles et lors du G20 en Allemagne, les 7 et 8 juillet. Nous saluons l'engagement du Président de rester mobilisé sur l'application de l'accord de Paris et l'incitons en conséquence à agir dès maintenant dans notre pays pour revoir l'ensemble des politiques qui aujourd'hui encore sont nuisibles au climat : fiscalité, transport, production énergétique, agriculture et alimentation, habitat. Par ailleurs, plus que jamais, notre pays devra tenir les promesses financières faites aux pays les plus touchés par les impacts des changements climatiques".

Réaction d'Armelle Le Comte, d'Oxfam France : "Cédant aux lobbies des fossiles, le président climato-sceptique Trump décrédibilise et isole les États-Unis sur la scène internationale en prenant une décision honteuse et irresponsable. Alors que le changement climatique risque de faire basculer 100 millions de personnes dans la pauvreté d'ici à 2030, et impacte déjà des millions d'autres, la sortie des États-Unis de l'accord de Paris traduit l'égoïsme des puissants au mépris de leur population et de la paix dans le monde. Les autres États doivent rester mobilisés pour réduire durablement leurs émissions et aider les plus vulnérables à s'adapter au changement climatique. La

France, en particulier doit faire preuve d'exemplarité en augmentant les fonds pour ces pays et en soutenant d'ici l'été, la mise en place de la taxe européenne sur les transactions financières".

Réaction de Lucie Pinson, des Amis de la Terre : *"Désormais, il n'y a plus de place aux doutes. Les banques françaises, qui se sont engagées à respecter l'accord de Paris, doivent prendre acte de la décision de Donald Trump : elles doivent s'engager clairement à ne pas financer les projets fossiles auxquels l'administration états-unienne va dérouler le tapis rouge. Il s'agit, en priorité, de la construction des terminaux de gaz de schiste Rio Grande Ing et Texas Ing dans lesquels sont impliquées Bnp paribas et Société générale mais également des oléoducs Keystone XL et Trans Mountain. Crédit agricole s'est engagé à ne pas financer le premier mais seule l'exclusion de Transcanada de ses financements garantira l'absence de soutiens au projet. En France, les projets de terminaux gaziers doivent également être gelés car ils constitueraient une porte d'entrée à l'arrivée de bateaux chargés en gaz de schiste en provenance des USA. La décision de Donald Trump force chacun à se positionner et à accepter ou non d'être complice d'une course vers le chaos climatique".*

Réaction de Philippe Jahshan, de Coordination SUD, plateforme des ONG françaises de solidarité internationale : *"On n'est jamais à l'abri de la bêtise ! Être à rebours de l'histoire est un droit, mais quand on est à la tête de la première puissance mondiale, en faire usage est irresponsable. Donald Trump devra assumer devant les peuples du monde cette décision, et devant l'histoire. Les Objectifs universels du développement durable (ODD), adoptés par les Nations Unies en 2015, fixent un cap de développement ambitieux d'ici à 2030. Cette feuille de route ne pourra se réaliser sans lutter efficacement contre les changements climatiques. Il est désormais urgent que cet acte indigne demeure isolé. Nous en appelons à la France et à la communauté internationale à redoubler leurs efforts pour l'accentuation des engagements de la COP21 et la mise en œuvre des ODD".*

Réaction de Fanny Petitbon, de CARE France : *"Dix jours après la fin des négociations climatiques à Bonn où la grande majorité des pays a rappelé l'urgence de mettre en œuvre l'accord de Paris, la décision de Donald Trump est consternante. Nous allons tous être affecté-e-s par ce retour en arrière, et en particulier les populations les moins responsables des émissions de gaz à effet de serre qui vont en subir les impacts de plein fouet. Rester sous la barre des +1,5°C de réchauffement climatique est pourtant littéralement une question de survie pour les populations les plus vulnérables, notamment celles des petits États insulaires, comme les Fidji, qui présideront la prochaine COP. Les États doivent, sans attendre, faire preuve de solidarité et soutenir des solutions au changement climatique qui respectent les droits humains".*

Réaction de Peggy Pascal, d'Action Contre la Faim : *"La décision de Donald Trump va contre le sens de l'Histoire et frappe avant tout les populations les plus pauvres, déjà durement touchées par la faim et les guerres à travers le monde. Le changement climatique accentue tragiquement cette situation, menaçant la sécurité alimentaire et nutritionnelle de plus de 795 millions de personnes, qui pourraient être 600 millions de plus d'ici à 2080 particulièrement avec la réduction concomitante des budgets d'aide au développement. Sortir de l'accord de Paris revient à mettre en péril la vie de dizaine de millions de personnes dans les années qui viennent".*

Réaction de Samuel Leré, de la Fondation pour la Nature et l'Homme : *"En niant la réalité scientifique et la responsabilité de l'humanité sur le changement climatique, Donald Trump réalise un acte stupide et criminel qui va à rebours du sens de l'Histoire. L'Union européenne (UE) doit se montrer à la hauteur en rehaussant ses engagements climatiques et en retrouvant son leadership sur la scène internationale. Plus que jamais, l'UE doit faire de sa politique commerciale un levier pour accélérer la transition écologique, d'abord en arrêtant de négocier des accords commerciaux climaticides comme le TAFTA, ensuite en interdisant l'importation de charbon et d'hydrocarbures américains".*

Réaction de Maxime Combes, d'ATTAC France : *"La décision de la Maison-Blanche, véritable bras d'honneur aux populations qui supportent d'ores et déjà les conséquences des dérèglements climatiques, place les États-Unis en pôle position pour être un jour condamnés d'écocide et de crime contre l'humanité. Cette décision illustre les faiblesses intrinsèques de l'accord de Paris qui, en plus d'objectifs climatiques insuffisants, ne donne aucun pouvoir légal aux institutions internationales, aux*

États et aux citoyens pour poursuivre les États voyous (dont la Russie est un autre exemple), là où la Banque mondiale, le FMI et l'OMC disposent de règles contraignantes et de mécanismes de sanction pour maintenir un statu quo économique et financier insoutenable. C'est à cette dichotomie injustifiable entre commerce et climat qu'il faut désormais s'attaquer d'urgence".

Réaction de Nicolas Haeringer, de 350.org : "Dans la séquence qu'ouvre le retrait des États-Unis de l'accord de Paris, la France doit faire preuve d'exemplarité, de fermeté et de solidarité. Emmanuel Macron doit ainsi geler le développement de tout nouveau projet fossile - les permis d'exploration comme d'exploitation, bien sûr, mais aussi les infrastructures vouées à l'importation d'hydrocarbures vers la France".

Contacts presse :

- **Simon Coquillaud**, Réseau Action Climat, simon@rac-f.org / +33 6 66 28 95 06
- **Caroline Prak**, Oxfam France, +33 6 31 25 94 74 / cprak@oxfamfrance.org
- **Lucie Pinson**, Les Amis de la Terre, +33 6 79 54 37 15
- **Jean-Baptiste Poncelet**, France Nature Environnement, +33 6 79 21 31 14
- **Manuela Lorand**, Fondation pour la Nature et l'Homme, +33 6 98 45 46 91
- **Yaëlle Szwarcensztein**, Care France, +33 7 86 00 42 75 / szwarcensztein@carefrance.org
- **Maxime Combes**, Attac France, +33 6 24 51 29 44 / maxime.combes@gmail.com
- **Léa Vollet**, Action Contre la Faim, 01 70 84 72 22 / vollet@actioncontrelafaim.org
- **Gautier Centlivre**, Coordination SUD, centlivre@coordinationsud.org +33 7 70 00 28 81